

POU NOU KONTINYÉ PLANTÉ LÈSPWA L'UGTG O PRIDOM, ANNOU BAY LANMEN



ANNOU FÈMÉ LAWOND POU NOU GANNYÉ KANPÈCH

KA KI KA PASÉ AN TI PÉYI ANNOU LA ?

Voulons nous faire de la Guadeloupe un lieu de création, de production pour notre peuple, pour notre jeunesse ou préfère-t-on en faire une terre de repos, de villégiature et d'amusement en tout genre pour de riches Européens, Américains, Saoudiens et autres à l'image de certains pays de la Caraïbe où des sites entiers sont interdits aux autochtones, moun a péyi la.

La question est d'actualité. Elle se pose aujourd'hui et maintenant. C'est véritablement celle du développement économique de notre pays et plus précisément des choix de développement, mais aussi de notre place, de notre rôle, celui que nous Guadeloupéens, avons à jouer dans notre société.

Nou mélé kon sann é farin !

La Guadeloupe est à un carrefour stratégique et déterminant quant au choix de vie pour demain. Comment produire et nourrir les Guadeloupéens autrement tout en respectant notre environnement, en valorisant notre biodiversité et en promotionnant la recherche, l'innovation et la formation.

La crise alimentaire mondiale qui sévit, le prix fluctuant du pétrole, la crise dite financière, les effets néfastes des habitudes et modes de vie européens sur la jeunesse notamment, l'empoisonnement des terres, des Femmes et des Hommes de notre pays par les pesticides au nom de la production intensive doivent nous obliger à une vaste réflexion pour la reconquête de notre marché intérieur. Autrement dit, revenir à la vocation première de l'agriculture, c'est-à-dire nourrir les Guadeloupéens, en régularité mais aussi et surtout en qualité tout en préservant l'environnement.

C'est le sens de notre combat pour la reprise des terres de la Ferme de Campêche par les ex-salariés.

Pour rappel, la ferme de Campêche a été liquidée en 2005. L'Etat Français, dans sa " grande humanité ", pris un décret nous autorisant, nous Guadeloupéens, à consommer des œufs réfrigérés, produits interdits à la consommation des particuliers en France. Il permettait ainsi aux producteurs européens de déverser leur surplus de production en Guadeloupe. Après, près de 3 ans de bataille, la Région et le Conseil Général devenaient propriétaire du site afin de mettre ce foncier à la disposition des ex-salariés.

Aujourd'hui, qu'en est-il ? Ces deux collectivités jouent la montre et ne sont toujours pas en possession d'un quelconque titre de propriété. Mieux encore, le président du Conseil Régional a même annoncé l'installation de panneaux solaires sur 15 hectares de terres agricoles. Pas surprenant puisque la Région, le Conseil Général et la Mairie d'Anse-Bertrand sont prêts à céder 1000 hectares de terres à des milliardaires du pétrole pour faire un terrain de jeu comprenant des pistes de course auto-moto dans le Nord Grande-Terre. Sé sa ki VIGIE GATE.

1 000 hectares de terres pour les milliardaires du pétrole.

Wi, sé vré, le projet VIGIE GATE, c'est la construction d'un vaste complexe de quatre pistes de course automobile, moto et karting (Formule 1 et endurance : 24 heures des Antilles) à Anse Bertrand sur près de 1 000 hectares. On y trouvera également deux golfs 18 trous, un complexe hôtelier haut de gamme ainsi qu'un casino et une marina. Là par contre, il n'y aura aucune difficulté à faire monter l'eau à Anse-Bertrand pou wozé golf a sé boug la.

Rien n'est oublié ! Pour y accéder, les promoteurs ont prévu la création d'une autoroute à quatre voies entre l'aéroport Pôle Caraïbe et Anse-Bertrand et un viaduc de plus de 3 kilomètres entre Bosrédon et le " fameux camp de vacances de la Chapelle". Fo pa yo pran anboutéyaj a Mownalo.

Et pour nous faire avaler la pilule, les promoteurs nous promettent 4000 emplois à Anse-Bertrand, singulièrement dans les hôtels et 22 000 emplois dans toute la Guadeloupe. Episa chomaj fini an péyila dapré yo.

Ils veulent nous faire croire que ceux qui y viendront (au moins 50 000 personnes par mois - 1 million par an) pour voir Lewis Hamilton et d'autres champions, mangerons nos foyapen, pòyò, madè, zyanm é pwason salé, diri é kolombo et autre chou é ké a kochon. **Blag a mas a konn !**

360 milliards pour les spéculateurs.

Épannansitan les hôtels ferment. Les salariés sont licenciés. Ainsi, après avoir bénéficié de moratoires et de plans d'apurement des dettes fiscales et sociales. Après avoir engrangé des exonérations de charges patronales de sécurité sociale depuis près de 20 ans. Après avoir récolté pendant des années durant, des subventions de la Région Guadeloupe. Après avoir utilisé les lois de défiscalisation et

accumulé des profits faramineux, les dirigeants des hôtels Anchorage, Kalenda, Callinago, ... ont décidé de mettre les clefs sous la porte et de licencier le personnel. En résumé, la belle affaire pour ces patrons : privatisation des profits, enrichissement des actionnaires avec des capitaux publics mais mutualisation des pertes :

Sé nou ki ka péyé malpwopté a yo.

La situation des travailleurs est visiblement le cadet des soucis du Gouvernement Français. Et pour preuve, ce dernier a trouvé en moins d'une heure 360 milliards pour sauver les spéculateurs et autres banquiers ki ka jouwé épi lajan a Travayè. Et en déclarant dans le même temps que les licenciements sont inévitables. **Mi foto ay !**

Et pourtant, LUREL, GILLOT, DONAT-ERIE, Man KOURY é lézot soutiennent que la défiscalisation, et par la même, la création d'hôtels à Anse-Bertrand et en Guadeloupe dans le cadre du VIGIE GATE sont la réponse à tous nos maux. Yo ka ji baré lari poussa !

L'UGTG réaffirme que les lois Pons, Perben, la Loom, loi programme et autres lopom n'ont pour objectif que la recherche du profit maximum pour les spéculateurs et cela au détriment de l'emploi et du développement économique.

Épannansitan l'agrandissement du port de Jarry a débuté. Ce projet qui va de pair avec le Vigie Gate a pour objectif d'en faire un port en eau profonde pouvant accueillir de gigantesques portes containers livrant pas moins de 500 000 containers de marchandises chaque année. Dès lors, notre pays, pour ceux qui en doutent encore, ne serait qu'une terre totalement vouée à la consommation des surplus de l'Union Européenne. Mais surtout un vaste entrepôt, une véritable plate-forme de redistribution des marchandises venues d'Europe dans toute la Caraïbe.

Que pourront nos producteurs face à cette déferlante de produits " pas chers et à la qualité douteuse" venus du monde entier ? N'est ce pas la disparition programmée de nos terres agricoles et espaces naturelles, de toute production an péyi annou ?

LA PLI BÈL ANBA LA BAY !

Épannansitan, le fameux plan d'élimination des ordures ménagères (PDEDMA) qui existe depuis 1997 et qui prévoyait la création de 27 centres de tri et de recyclage n'a guère évolué. Seuls 4 déchèteries ont vu le jour. Et quelle déchetterie car certaines d'entre elles ressemblent plus à des décharges à ciel ouvert.

Nou rivé an jaden a Etyèn.

En clair, " nos élus " ont décidé de nous fourguer un Centre de Stockage des Déchets Ultimes (CSDU) à Sainte-Rose sur près de 80 hectares de terres agricoles, quasiment dans le grand cul de sac marin, à côté d'une rivière sans étudier d'autres techniques moins polluantes. Comme son nom l'indique, le CSDU est censé être une unité ne devant

contenir que des matériaux restants après valorisation, recyclage, récupération et traitement des déchets. Or rien de tout cela n'a été mis en place. Le CSDU de Sainte-Rose est en fait une décharge destinée à palier la fermeture de celle de Baillif. Et d'après leur rapport d'étude, la Guadeloupe produirait 40 000 tonnes de déchets ultimes alors que le CSDU est prévu pour en traiter 150 000. En conclusion, Gwadeloup ké achté zòdi pour permettre au Groupe SUEZ de rentabiliser son affaire.

Épannansitan le prix du carburant en Guadeloupe est le plus cher d'Europe. Chacun (Région, Etat, Compagnies pétrolières, la SARA et les Gérants de station service) se renvoie la responsabilité de la cherté de l'essence. Et chacun de dénoncer et d'exiger la transparence chez l'autre. **Sé on sèl bal maské.**

Épannansitan Gwadeloupéyen ka pran bon fè : 50 000 chômeurs, 23 000 familles vivant en dessous du seuil de pauvreté (près de 100 000 personnes). En France, les Guadeloupéens, comme tous ceux qui sont noirs ou qui tirent leur origine de cette couleur, nationalité française en poche ou pas, font face avec dignité à de constantes discriminations raciales ayant cours sur le marché du travail. Ce racisme à l'embauche, études, associations et médias s'en font l'écho de temps à autre. En Guadeloupe, ces pratiques racistes sont courantes et appliquées aussi bien par les Services de l'Etat français que les entreprises privées qui ont donc mis en place des techniques et argumentaires pour nous éliminer, **nous qui constituons la majorité des habitants de ce pays**, non seulement comme par le passé des postes à responsabilité, mais aussi des emplois impliquant plus que des tâches d'exécution.

Que dire des agences d'intérim qui évaluent et éliminent les candidats à partir de leur accent (présence d'inflexions créoles ou non)? Que dire ensuite d'une entreprise qui ne recrute qu'à partir du niveau Bac pour des postes de caissière ? Que dire d'un cabinet de recrutement qui n'accepte que des expériences professionnelles acquises en France ? Que dire des entreprises et cabinets qui ne recrutent qu'en France via internet ? Que dire des entreprises qui exigent un " BBR " (bleu blanc rouge) ? Que dire d'une entreprise qui exige la maîtrise et la pratique courante de l'anglais pour laver la vaisselle dans un hôtel ? Que dire d'un consultant qui pour le compte du Conseil régional, peut tranquillement retranscrire les propos méprisants et insultants de soit disant 50 responsables d'entreprises en Guadeloupe qui décrivent les Guadeloupéens comme incompetents et fainéants.

LA ZONE BLANCHE GLOBALE.

Ces propos et attitudes visent à stigmatiser notre jeunesse, à mépriser les travailleurs, à diaboliser les syndicats non serviles, à asservir les Guadeloupéens afin d'institutionnaliser l'instauration d'une **Zone Blanche Globale**, véritable salle blanche aseptisée, froide, apurée de

la sombre présence de travailleurs fainéants et débarrassée des noirs desseins de syndicats destructeurs kon l'UGTG. Sé sa yo vé.

Après avoir justifié notre bannissement de la Famille Humaine (nèg paté moun), légitimé notre réduction à l'état de marchandise et de bête (400 lanné lesklavaj), la Barbarie Blanche et Européenne met aujourd'hui en avant la **nécessité de nous convertir à leurs valeurs et de nous défaire de notre " mentalité " et de notre " comportement ".** **Mès é labitid annou** qui sont présentés comme des tares qui nous poussent à faire grève, à refuser la soumission et la docilité ou interprétés comme une absence d'implication, de motivation au travail ou à de la paresse pour justifier notre exclusion du travail.

Et pourtant la surqualification de dizaine de milliers de Guadeloupéens les pousse, pour sortir du chômage, a pwan sa ki ni ouben pati an dot péyi alors que l'explosion des Déclarations Uniques d'Embauche et la fameuse progression de l'emploi (+14,1% entre 2002 et 2007) auraient du entraîner une baisse spectaculaire du chômage en Guadeloupe. Mais...

Cet apartheid social basé sur l'exclusion du savoir, l'exclusion du travail, l'exclusion sociale produit aujourd'hui ses effets dévastateurs sur notre peuple et singulièrement sur notre jeunesse. La recrudescence des faits de violence, l'explosion des cas de schizophrénie chez les jeunes et la montée en puissance de la consommation de cocaïne et d'héroïne an péyi annou en sont les formes les plus visibles.

Cet apartheid " institutionnalisé " s'est organisé avec la bienveillante complicité de ceux la mêmes qui s'offusquent et s'étonnent aujourd'hui des déviances qui frappent notre société préférant prier jounou a tè " Obama, Obama, au plus haut des cieus ", se découvrant brusquement nègre. Mais nègre, seulement pour un temps car Européens tousuit dès lors qu'il s'agit d'organiser la chasse des Haïtiens sous l'égide du Préfet.

Tout cela démontre très clairement la volonté manifeste de détruire non seulement toute production et singulièrement la production agricole an péyi annou mais aussi de faire du Gwadeloupéyen on zonbi an péyi ay. **Nou sé moun !**

Dans ce cas, est-ce là, véritablement, le modèle de société, le projet de vie, qui convient à la Guadeloupe, aux Guadeloupéens et singulièrement à notre jeunesse ?

La Guadeloupe, Terre de champions, terre d'ambitions, terre de construction, mais non terre de pollution, ni terre de prostitution, ni de terre de Kouyon non plis.

É sépousa que la reprise des terres de Campêche n'est pas une simple occupation, ni un accaparement de terres en vue d'une quelconque ambition partisane, il s'agit, et les Guadeloupéens sans cesse de plus en plus nombreux qui

soutiennent ce combat, l'ont compris, de poser le problème crucial de la préservation des 45.000 hectares de terres agricoles restant dans notre pays et au-delà celui de la production agricole, de la formation et de l'emploi, du cadre de vie, de la gestion des déchets et du respect de l'environnement. En définitive celui de notre souveraineté alimentaire par la mise en place d'un véritable développement agricole intégré et autonome combinant production animale et végétale tenant compte de notre biodiversité et de notre aspiration légitime à l'autonomie énergétique.

KA NOU NI POU FÈ ?

- Refusons le mépris, l'arrogance et l'injustice ;
- Refusons la discrimination raciale à l'embauche ;
- Refusons d'être des vaches à lait yo ka kouyonné é ki ka yenki péyé, péyé ;
- Refusons l'empoisonnement et la condamnation à mort de la Guadeloupe et des Guadeloupéens ;
- Protégeons notre environnement, notre cadre de vie, les terres agricoles et la mangrove ;

- Soutenons les luttes. Refusons le chômage et les licenciements comme une fatalité alors que l'Etat français peut trouver 360 milliards pour financer les spéculateurs et les banques ki ka piyé lajan annou ;
- Exigeons la priorité d'emploi pour nous et nos enfants ;
- Défendons notre culture, mès é labitid annou : diri é kolonbo annou, bébéle annou, soup a kongo annou, tanbou annou, lang annou, jan nou yé. Nou sé moun kon tout moun si latè ;
- Défendons les accords collectifs, les statuts et les conventions collectives ;
- Refusons la précarité, le temps partiel imposé et la souffrance au travail ;
- Défendons la liberté syndicale et le droit de revendiquer ;
- Luttons pour la transformation des rapports sociaux, l'abolition de la domination coloniale et de l'exploitation capitaliste ;
- Arrêtons de croire, de penser, de dire : " Konplo a nèg sé konplo a chyen, épi nèg ou pé ké rivé ". **Sa pa vré !**

Sépousa l'UGTG désidé bay balan o PRIDOM

**POU PLIS DWA - PLIS RESPÉ POU TRAVAYÈ É PÈP GWADLOUP !
03 DÉSANM : UGTG O PRIDOM - BAY LANMEN
POU NOU KONTINYÉ NOURI LALIT**

Sépousa l'UGTG désidé bay balan a KANPECH

**POU KONTINYÉ PLANTÉ LESPWA A KANPECH :
07 DÉSANM 2008 : GRAN KOUDMEN NASYONAL**

**Randévous a sizè é dèmi dimaten a Kanpèch pou planté manyok,
patat, malanga, jiwomon, kann, pwa, ...
Laprémidi nou ké prezanté Pèp Gwadeloup sa Travayè
kay fè si tè a zansèt annou.**

**PA KONTÉ SI PYÉ A LÉZOT POU MACHÉ !!!
ANNOU KONTINYÉ NOURI LALIT - NOU KÉ GANNYÉ !!!**

KONSEY SENDIKAL UGTG, Lapwent, 15 novanm 2008

Retrouvez l'UGTG sur internet www.ugtg.org et sur AFM Radio (90.2FM) tous les mardis et Jeudis de 17h30 à 19h 00